

Pétrole et gaz

nous sommes déterminés à utiliser nos propres ressources non seulement pour répondre à nos besoins de pétrole brut et d'huile de chauffe, mais pour répondre également aux besoins de l'industrie, et particulièrement de l'industrie secondaire. Nous avons surtout parlé ce soir de pétrole brut, et je pense que nous devons avant tout penser à l'huile de chauffe, et au gaz naturel pour le chauffage, mais il n'y a aucune raison pour laquelle on doit exporter du pétrole brut quand on peut exporter de l'éthane, de l'éthylène et du polyéthylène.

Il existe d'importants marchés secondaires pour les fibres synthétiques et les plastiques. Il s'agit là d'industries en expansion, axées sur la croissance, et il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne pourrions utiliser nos ressources pour faire accéder notre industrie canadienne à un statut beaucoup plus évolué. Si nous devons exporter, qu'on exporte un produit beaucoup plus raffiné qui exige plus de transformations. De cette façon nous serons en mesure d'établir une industrie pétrochimique encore plus importante au pays.

Il me semble que même si la majorité de ces ressources se trouvent dans la province d'Alberta, tout juste à côté se trouve, dans le sens économique, la province de Saskatchewan que l'on appelle «la dépossédée», et il ne serait pas très sorcier, si l'on pouvait s'entendre, d'apporter un peu de cette industrie en Saskatchewan, du moins d'une façon proportionnelle à ses propres ressources de pétrole et de sables asphaltiques. Si nous devons préserver l'union du pays, nous devons coopérer dans ce sens, et c'est je crois un point que les Albertains accepteraient, comme le feraient les autres habitants du Canada.

La prolongation du pipe-line dont on a parlé à quelques reprises ce soir, est absolument essentielle à la sécurité de l'approvisionnement. Il nous apporterait non seulement la sécurité de l'approvisionnement, mais nous donnerait avantage dans les négociations futures. Nous pouvons négocier lorsque nous avons une option. A l'heure actuelle nous n'avons aucune option si nous n'adoptons pas la position que nous proposent certaines personnes, c'est-à-dire que, si le Moyen-Orient réduit les approvisionnements de pétrole, nous devrions réduire nos fournitures de blé. Ce genre de chantage international est contre-productif.

Je suis d'accord avec le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), ainsi qu'avec le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) sur le fait que les Canadiens appuieraient tout gouvernement qui adopterait de telles mesures, même si elles entraînaient nécessairement des résultats désagréables à certains égards. Par le passé, nous ne nous sommes guère souciés de nos réserves. S'il faut réduire la consommation d'énergie dans nos foyers, à nos bureaux et s'il faut conduire à 50 milles à l'heure, allons-nous nous indigner si notre ligne de sauvetage est coupée? Il n'a pas été sage, dans le passé, d'accorder tant d'importance à ce genre de choses.

● (2240)

Maintenant, il n'y a pas place pour l'hystérie, mais pour la détermination et le bon sens. Je suis certain que, quelles que soient les dispositions prises par le ministre, elles seront raisonnables, parce que lui-même est un homme raisonnable et qu'il recevra l'appui non seulement de la Chambre mais du Canada. Il nous faut certainement appuyer toutes les politiques qui protégeront nos ressources. Je suis heureux de l'accueil réservé à la proposition relative à l'établissement d'un office national de commercialisation. Selon nous, c'est là une mesure essentielle que nous accepterons car, dès aujourd'hui et à l'avenir, elle est appropriée, juste et nécessaire au Canada.

[M. Danson.]

Pour ce qui est d'une société nationale du pétrole, je ne crois pas qu'il y ait unanimité à la Chambre, mais, à mon avis, il y a unanimité au pays. Je ne veux pas dire qu'on devrait exproprier des gens. Nous avons déjà tous les outils nécessaires: il y a la Corporation de développement du Canada, bien que cet organisme ne constitue peut-être pas le véhicule idéal, et il y a la Panarctic Oil. Nous devons suivre le courant cependant. Si nous pouvions acheter équitablement une entreprise, nous pourrions obtenir un moyen de contrôle à même notre ligne de communication commerciale, ce qui est très important. Ce serait possible seulement si l'achat était raisonnable et ne visait pas nécessairement la propriété totale de l'entreprise. A mon avis, il faudrait le contrôler, un peu comme l'a été le marché de la Texas-gulf.

Il serait essentiel de conserver les dirigeants actuels, les gens qui savent ce qu'ils font. Il y a bien des façons de gérer une industrie pétrolière, mais s'il y a un moyen d'avoir des dirigeants compétents et dévoués, comme il en existe au Canada, il faut s'en servir, tout en reconnaissant cependant que nous avons aussi besoin d'étrangers. Nous pouvons nous servir des étrangers pour améliorer notre compétence, là où c'est nécessaire et là où ils nous aideront à obtenir les résultats voulus.

Certains demandent d'où vient l'argent. La taxe à l'exportation est une bonne source de revenus. On pourrait pousser à fond l'exploitation des sables asphaltiques de l'Athabasca qui produisent 300 milliards de barils par jour, à peu près l'équivalent des ressources du Moyen-Orient, et je crois qu'il en reste autant à récupérer. Nous pourrions suivre l'exemple des Japonais qui sont très avancés dans ce domaine. Il est possible d'obtenir le financement sans participation en accordant le commerce en garantie. Ces pays seraient heureux d'avoir des sources assurées d'approvisionnement. C'est une possibilité à prendre en considération.

Voyons les possibilités qui s'offrent à nous, monsieur l'Orateur. Le charbon est démodé, bien qu'il semble être de plus en plus utilisé à cause de nos réserves abondantes, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique. Nous devrions adopter une politique nucléaire plus dynamique. J'espère que les scientifiques résoudreont les mystères de l'énergie solaire comme ceux des déchets humains et animaux. Voilà nos choix, monsieur l'Orateur, et je pense que la population canadienne est bien décidée à ne plus être surprise, à se retrouver dans une position aussi vulnérable et à se plier au chantage de la politique pétrolière. Nous avons les ressources et nous les utilisons dans le but bien éclairé de notre propre intérêt.

Lors d'un discours prononcé au Centre des études inter-américaines à New York la semaine dernière, j'ai tenté de faire valoir le point de vue du Canada sur ces ressources comme je l'entends et comme je l'exprime ce soir. Personne n'a trouvé notre idée saugrenue, sauf qu'on nous trouvait stupides de ne pas l'avoir fait plus tôt. Il s'agit simplement d'obtenir le consensus que nous avons ce soir à la Chambre et dans le pays entier. Monsieur l'Orateur, dans l'esprit qui nous anime ce soir, nous pouvons aspirer à de plus en plus grandes réalisations et à une meilleure qualité de vie en faisant un usage rationnel de nos ressources et en les contrôlant dans notre propre intérêt. A cette fin, nous aurons l'appui de tous les Canadiens.

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, l'inquiétude que la crise énergétique nous inspire à tous n'est nulle part plus évidente que dans l'est du pays. Le plus ironique, c'est qu'elle ne découle pas seulement de problèmes de l'offre et de la demande. Le Canada se